

ELECTIONS EN FRANCE

La droite se prend une gauche



"Et vous, qu'allez vous faire si vous perdez?" Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin reçoit son homologue luxembourgeois le 27 février à Matignon. (photo: Tom Wagner/SIP-Administrator)

Les élections régionales en France ont laissé le président de la République et sa majorité parlementaire sans voix. Les socialistes et leurs alliés devront se mettre d'accord sur un projet de rechange.

"Déroute", "désaveu", "rejet", "tremblement de terre", les titres de la presse française n'ont pas fait dans la nuance au lendemain des élections régionales pour caractériser les résultats de la droite. Le rejet de la droite est en effet sans ambiguïté: la droite perd toutes les régions qu'elle dirigeait, à l'exception de l'Alsace. Les listes communes des deux grands partis de la droite parlementaire, l'UMP de Jacques Chirac et l'UDF de François Bayrou, se sont littéralement effondrées en obtenant seulement 36,9 pour cent des voix en moyenne nationale. Le Parti socialiste (PS) et ses alliés réalisent,

par contre, avec 50,3 pour cent des voix en moyenne nationale, le meilleur résultat de la gauche depuis les élections législatives historiques qui ont suivi l'élection de François Mitterrand en 1981. Le PS s'offre le grand chelem et prend la présidence de 20 des 22 régions en France métropolitaine, enlevant onze régions à la droite. Aucun commentateur politique ne se serait hasardé à prédire un anéantissement aussi complet de la droite gouvernementale. A la proclamation des résultats, le ministre des affaires sociales François Fillon a reconnu que la droite avait subi "une

défaite extrêmement grave" qui représenterait "un 21 avril à l'envers", en référence à l'élimination du socialiste Lionel Jospin et à la qualification de Jean-Marie Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002.

Les raisons d'une défaite

Les causes de la déroute sont multiples. Divisions et rivalités internes, croissance économique médiocre, hausse du chômage, affaires politico-financières ont sans doute joué un rôle clé. De même que le mécontentement social (voir encadré ci-dessous).

Mais le résultat des élections régionales renvoie surtout le président Jacques Chirac aux conditions particulières de sa réélection en avril 2002. Il avait alors bénéficié des voix de la gauche au cours d'un second tour devenu une sorte de référendum anti-Le Pen. Fort de ce "succès", Chirac a très vite tourné le dos à ses engagements sociaux et s'est engagé dans une politique libérale de remise en cause des deux piliers fondateurs du compromis social d'après-guerre: le régime de retraite par répartition et la protection sociale. La légitimité de Chirac et de la droite à poursuivre cette politique, et partant leur capacité de le faire, apparaissent sérieusement compromis aujourd'hui.

Les dirigeants du PS ne s'y trompent d'ailleurs pas. Ils concentrent le tir sur Jacques Chirac et non-pas sur le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Mais si l'ampleur du vote-sanction contre la droite est inattendue, l'importance de la victoire de la gauche ne l'est pas moins. Les socialistes apparaissaient en effet divisés et dépourvus de projet depuis l'élimination de Jospin lors du premier tour de l'élection présidentielle. Le Parti communiste était donné pour cliniquement mort, les Verts englués dans leurs divisions internes.

Les divergences au sein de ces partis sur la stratégie à poursuivre s'étaient matérialisées par des alliances à géométrie variable entre anciens alliés de la gauche plurielle. Les Verts avaient fait le choix de l'autonomie dans huit régions et le choix de l'alliance avec le PS dans 14 régions. La bonne tenue des Verts devrait conforter leur place de deuxième force politique à gauche, même si le débat entre partisans de l'autonomie et partisans de l'alignement sur le PS reste ouvert. Quant aux communistes, au premier tour ils avaient fait cavalier seul dans sept régions et alliance avec les socialistes dans 15 autres régions. Le relatif succès des listes autonomes du parti communiste illustre l'utilité de celui-ci pour contenir l'extrême gauche. La posture offensive du tandem trotskiste Arlette Laguiller et Olivier Besancenot faisait en effet planer la menace d'une dispersion importante des voix au sein de la gauche. Mais avec une moyenne nationale de 4,5 pour cent des voix au premier tour, l'extrême gauche n'a pas réussi à transformer l'essai de l'élection présidentielle où ses deux têtes d'affiche avaient remporté près de dix pour cent des voix.

Turbulences en vue

Dès le soir des élections, les socialistes ont mis en avant l'utilité des régions comme contre-poids face à la droite qui domine tous les

autres niveaux de décision de l'Etat. Mais la crise politique qui s'ouvre aujourd'hui, avec une droite qui aura beaucoup de mal à continuer à gouverner, oblige les socialistes à avancer dans la définition de leur projet politique. Tâche d'autant plus ardue que "les victoires les plus amples sont les plus difficiles à gérer", comme François Mitterrand aurait dit après sa réélection en 1988 à l'Elysée avec 54 pour cent des voix. La concurrence entre les différents courants du PS et la rivalité entre ses principaux présidentiables Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius a empêché jusqu'ici l'émergence d'une direction capable de donner une orientation politique claire au PS.

La présence maintenue de l'extrême droite rend d'autant plus pressant pour la gauche le besoin de donner des réponses au mécontentement social et au refus populaire de la politique libérale. Le Front National de Jean-Marie Le Pen reste en effet stable avec 12,5 pour cent des voix et approfondit son implantation dans quelques régions, comme le Nord-Pas-de-Calais (19,7 pour cent) ou l'Alsace (22 pour cent). Le contexte international de la "guerre contre le terrorisme" et la place qu'avait pris dans le débat public la question du voile islamique pouvaient laisser craindre un succès plus important. Mais le Front national est loin d'être marginalisé dans l'espace politique.

Adrien Thomas, Paris

La revanche des mouvements sociaux

(at) - "Des changements s'imposent certainement", a affirmé Jean-Pierre Raffarin, dans une première réaction, le soir des élections. "L'action doit être plus efficace, l'action doit être plus juste". Ce soir-là, dans la bouche de Raffarin, l'adjectif "juste" a pris un ton d'auto-critique tardive. Avec le résultat des élections régionales, le mécontentement social, que le gouvernement croyait sans doute conjuré, a refait irruption sur la scène politique française. Le gouvernement Raffarin s'était targué d'avoir tenu bon sur sa réforme des retraites, face à des grèves massives dans la fonction publique et à des manifestations réunissant plusieurs millions de personnes en mai et juin 2003.

Au cours des derniers mois, ni la grogne persistante des intermittents du spectacle, ni les grèves dans l'éducation nationale, ni le désespoir des chômeurs amputés de leurs indemnités, ni la démission symbolique de centaines de directeurs de laboratoires de recherche scientifique n'ont semblé pouvoir ébranler la détermination du gouvernement à imposer son agenda libéral. Au contraire, les enseignants en grève ont subi de sévères retenues de salaire pour les décourager de se remettre en grève. Les chercheurs ont eu droit aux discours lénifiants de l'ancien spécialiste en marketing Raffarin sur l'intelligence de la tête et l'intelligence de la main, avant de s'entendre reprocher par Xavier Darcos, le ministre délégué à l'enseignement scolaire, de ne pas remporter suffisamment de prix Nobel. Un climat d'incompréhension et d'impuissance avait fini par se diffuser, amplifié par la montée du chômage et les nouveaux projets de réforme annoncés par le gouvernement. Symboles de ce mélange de révolte et de résignation: l'organisation d'un concert intitulé "K.-O. social" à Paris et l'appel lancé par le magazine de la culture alternative "Les Inrockuptibles", dénonçant la "guerre contre l'intelligence" menée par le gouvernement. Dimanche passé, la colère sociale et le ras-le-bol ont fini par emprunter la voie des urnes.

AVIS

Il est porté à la connaissance du public, qu'en raison de déménagement, le service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi à Luxembourg-Ville restera fermé du lundi 5 avril au dimanche 18 avril 2004. A partir du 19 avril 2004 l'adresse sera la suivante:

GALERIE KONS
24-26, place de la Gare
L-1616 Luxembourg
2^{ème} étage

Les numéros de téléphone et de fax resteront les mêmes. L'adresse postale ne changera pas: boîte postale 2208 L-1022 LUXEMBOURG